

Département de Loire-Atlantique

Ville du Pouliguen

**Révision du Règlement Local de Publicité de la ville
du Pouliguen**

**Enquête publique
du lundi 9 décembre 2019
au mercredi 8 janvier 2020**

Conclusions motivées du commissaire enquêteur

Sommaire

- ◆ Analyse des interventions du public et avis motivés du commissaire enquêteur

- ◆ Appréciations personnelles et conclusions du commissaire enquêteur

I.- Analyse des interventions du public et avis et propositions motivées du commissaire enquêteur

Chaque observation du public a été analysée par le commissaire enquêteur.

Les remarques et les avis du commissaire enquêteur, en réponse à chaque observation du public sont dans la colonne 6 du tableau détaillé d'analyse des contributions à l'enquête publique.

Observations de la collectivité et du commissaire enquêteur en réponse au procès-verbal de synthèse des observations du public

TABLEAU DETAILLE D'ANALYSE DES CONTRIBUTIONS A L'ENQUETE PUBLIQUE

**Révision du Règlement Local de Publicité (RLP) de la ville du
Pouliguen**

**Enquête publique
du lundi 9 décembre 2019 au mercredi 8 janvier 2020**

**Procès-Verbal
de synthèse des observations consignées dans le registre
d'enquête publique, dans les courriels reçus par le commissaire
enquêteur**

Dossier Tribunal Administratif n° E19000257/44 du 8 novembre 2019

N° des contributions	Auteurs des contributions	Thèmes	Synthèses des observations	Réponses du maître d'ouvrage	Réponses du commissaire enquêteur
1	M. Jean-Pierre Provoost	code de l'environnement	<p><u>Observation n°1</u></p> <p>Monsieur Provoost relève que "l'avis d'enquête mentionne que, ingénieur conseiller industriel au développement des P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) - P.M.I. (Petites et Moyennes Industries) de la Région Bretagne, en retraite, le commissaire-enquêteur a été désigné (précision apportée : suivant ordonnance) par le président du Tribunal Administratif de Nantes".</p> <p>Il poursuit en faisant remarquer que, à son avis, "au sens des qualités évoquées dans l'article L.123-10, partie législative du Code de l'Environnement, il ne s'agit pas, en l'occurrence, de l'ancienne</p>	<p>L'article L.123-5 du Code de l'Environnement stipule "Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête. "</p> <p>Il est donc opportun de mentionner le Curriculum Vitæ (C.V.) du commissaire enquêteur afin de justifier de son impartialité vis-à-vis du projet soumis à l'enquête publique.</p>	<p>L'article L123-10 du Code de l'environnement stipule que l'avis d'information du public précise, entr'autres renseignements qu'il doit contenir : "le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête."</p> <p>L'avis d'enquête publique relatif au projet de révision du RLP de la ville du Pouliguen répond à cette obligation.</p>

			profession mais de la position dans l'éventuelle commission afférente : président ou membre". Il conclut, sur ce point en affirmant que "cette information sur le Curriculum Vitæ (C.V.) du commissaire enquêteur est donc inutile et n'apporte rien à la présente procédure".		
		code de l'environnement	<p><u>Observation n°2</u></p> <p>La deuxième observation concerne l'avis officiel au public qui, selon Monsieur Provoost, aurait pu préciser la motivation de la révision du RLP de la ville du Pouliguen.</p>	<p>L'avis d'enquête publique mentionne en préambule les objectifs suivants (qui précisent les motivations de la commune) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adapter ce document en tenant compte du nouveau cadre juridique et réglementaire fixé notamment par la loi Grenelle II (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010) qui est venue modifier le contenu des règlements locaux de publicité et impose une mise en conformité du document avant le 13 juillet 2020, • Mettre en cohérence le règlement local de publicité avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) et l'Aire de Mise en Valeur du Patrimoine (AVAP) approuvés par 	<p>L'avis officiel au public précise les motivations de la révision du RLP de la ville du Pouliguen dans son énoncé clair et explicite, des objectifs assignés au projet</p>

				délibérations du 28 janvier 2014, • Mettre en œuvre une nouvelle politique environnementale en matière de publicité extérieure protectrice du cadre de vie."	
2	Union de la Publicité Extérieure (UPE) 2, rue Sainte Lucie Paris 15ème M. Stéphane Dottelonde, Président	dispositions générales	<u>Observation n°1</u> L'UPE demande la suppression de l'obligation, énoncée à l'article 1.1.1 du projet de règlement, qui stipule que « les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol sont installés dans un plan strictement perpendiculaire à la voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière sur laquelle ils sont installés ». L'UPE affirme que cette obligation conduit à d'importants coûts de déplacements sans aucune plus-value environnemental e.	Pour plus de souplesse dans l'application de la règle, le terme "strictement" sera supprimé de l'article 1.1.1.	Il est important que les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol sont installés dans un plan perpendiculaire à la voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière sur laquelle ils sont installés. Je suis favorable à la suppression du terme "strictement" à l'article 1.1.1.
		clôture aveugle	<u>Observation n°2</u> L'UPE préconise de modifier la définition de la clôture aveugle,	La définition de clôture aveugle sera modifiée comme suit : Clôture aveugle : Clôture sans ouverture	La définition de la clôture aveugle dans le projet arrêté est : clôture ne comportant pas de partie ajourée.

			donnée dans le lexique annexé au projet de règlement.	réalisée en murs « pleins », en maçonnerie, en bois ou matériaux opaques.	J'émet un avis favorable à la définition plus complète retenue par le maître d'ouvrage
		palissade de chantier	<p><u>Observation n°3</u></p> <p>L'UPE demande de compléter la définition de la palissade de chantier donnée dans le lexique comme suit : « Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est composée, soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur, soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un élément grillagé ».</p>	<p>La définition de la palissade de chantier ne sera pas modifiée : "une palissade de chantier est une clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant une installation de chantier". En effet, il est interdit d'installer de la publicité sur des clôtures non aveugles (= grillagées).</p>	<p>La demande présentée par l'UPE n'est pas recevable. En effet, elle est susceptible d'être interprétable.</p>
		dispositifs de publicité	<p><u>Observation n°4</u></p> <p>L'UPE relève l'incohérence de deux surfaces totales maximales différentes, 10 m² et 10,50 m², concernant les dispositifs de publicité au niveau du schéma reproduit dans la partie III « Schémas et illustrations » en page 14 du projet de règlement.</p>	<p>Le schéma sera modifié pour indiquer une surface de 10,50m².</p>	<p>Il y a effectivement une incohérence. Il sera judicieux de choisir la surface de 10,50m², compte tenu du faible écart entre les deux surfaces.</p>

		préenseignes dérogatoires	<p><u>Observation n°5</u></p> <p>L'UPE demande de compléter la note de bas de page située à la page1 du projet de règlement pour la définition des préenseignes dérogatoires par :</p> <p>« Les préenseignes dérogatoires sont définies comme signalant les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, les activités culturelles et les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite et, à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles » , afin d'être en conformité avec les articles L581-19 et L581-20 du code de l'environnement.</p>	La définition en bas de page sera modifiée comme demandé.	L'observation de l'UPE doit être prise en compte pour la définition des préenseignes dérogatoires, afin d'être conforme avec les dispositions des articles L581-19 et L581-20 du code de l'environnement
--	--	---------------------------	--	---	--

Pontchâteau le
15 janvier 2020

Le commissaire
enquêteur Jean
Le Moine

Le Pouliguen le 28
janvier 2020

Pour le Maire
P. CHAUVET

II.- Appréciations personnelles et conclusions du commissaire enquêteur

Appréciations personnelles du commissaire enquêteur

La publicité est un facteur de modification de la perception du paysage. La publicité peut porter atteinte à la qualité du cadre de vie quand son implantation n'est pas encadrée.

La révision du Règlement Local de Publicité de la ville du Pouliguen est apparue opportune au conseil municipal du Pouliguen pour trois raisons principales :

- améliorer la protection du cadre de vie en adaptant la réglementation nationale aux spécificités locales
- protéger les secteurs d'intérêt patrimonial, architectural ou paysager
- spécifier une homogénéisation des dispositifs.

Le public a été correctement informé tout au long du déroulement de la procédure d'enquête publique.

La procédure de révision utilisée pour conduire la mise à jour et l'actualisation du Règlement Local de Publicité de la ville du Pouliguen est parfaitement adaptée au contenu du projet.

Les mesures de concertation et les diverses publicités réalisées ont permis une information effective satisfaisante de la population.

Le projet de révision du RLP de la ville du Pouliguen est compatible avec les documents de planification tels que le SCOT, le PLU, et l'AVAP (SPR).

Les documents du projet, soumis à l'enquête, énoncent des dispositions respectueuses de l'intérêt général.

Il a été fait application des principes définis par le Grenelle de l'Environnement.

Il découle de mon analyse un avis favorable, de ma part, sur ce projet, après examen des observations du public émises pendant l'enquête publique, et des avis des personnes publiques associées.

Conclusions du commissaire enquêteur

Vu l'arrêté n° URBA/2019/03 de Monsieur le Maire du Pouliguen en date du 18 novembre 2019, décidant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au projet de révision du Règlement Local de Publicité de la ville du Pouliguen, selon les dispositions énoncées dans l'arrêté

Vu le registre d'enquête publique, les courriels reçus qui totalisent deux contributions,

Vu les avis des Personnes Publiques Associées (PPA),

Vu le procès-verbal de synthèse des observations du public, en date du 15 janvier 2020, établi par le commissaire enquêteur et la réponse de Monsieur le Maire du Pouliguen, en date du 28 janvier 2020,

Considérant les affichages réglementaires réalisés, les mesures d'information auprès du public, avant l'ouverture de l'enquête, en particulier l'avis d'enquête mis en ligne sur le site internet de la commune du Pouliguen,

Considérant le rapport d'enquête du commissaire enquêteur, faisant l'objet d'un document séparé, qui comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des observations produites durant l'enquête,

Considérant l'analyse que j'ai faite du projet, particulièrement, eu égard au respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur,

Les présentes conclusions concernent l'enquête publique préalable à l'approbation du projet de révision du RLP de la ville du Pouliguen.

L'enquête s'est déroulée, sans incident, du lundi 9 décembre 2019 au mercredi 8 janvier 2020 à 17 heures, soit une durée de plus de 30 jours consécutifs.

Les temps d'échanges, de dialogue et d'écoute qui ont été consacrés au public lors des permanences sont toujours restés courtois et compréhensifs.

L'ancien Règlement Local de Publicité proposait des règles globalement strictes et volontaristes en termes d'encadrement publicitaires et des enseignes.

Le nouveau RLP a pris compte, en grande majorité, des principes appliqués depuis plusieurs années sur la commune. Le principe de zonage différencié en fonction du tissu bâti et des enjeux spécifiques est repris.

La délimitation des zonages a été revue en fonction du contexte urbain actuel, des documents de planification tels que le SCOT, le PLU et l'AVAP (PSR).

En zones d'activités, le nouveau RLP s'applique à répondre aux demandes exprimées par les commerçants tout en restant dans le cadre d'un objectif d'amélioration paysagère des zones.

Les règles d'extinction lumineuses des publicités et enseignes ont été renforcées par rapport à l'ancien RLP qui ne proposait pas de règle spécifique en la matière et par rapport à la nouvelle réglementation nationale.

Les réponses du maître d'ouvrage aux observations du public traduisent sa volonté de faire connaître très complètement et de façon détaillée les motivations des options d'aménagement choisies. Ces explications devraient être de nature à atténuer les inquiétudes des personnes susceptibles d'être impactées par le projet. Des propositions d'ajustement de certaines dispositions prévues au projet ont été retenues. Elles devront être nécessairement prises en compte dans la version finale du projet de révision du Règlement Local de Publicité de la ville du Pouliguen, qui sera soumise à l'approbation du conseil municipal.

Après avoir analysé les différentes évolutions prévues au projet de révision du RLP de la ville du Pouliguen, soumis à la présente enquête publique, et argumenté mon appréciation sur le bien-fondé des observations faites par le public, j'ai évalué la pertinence de chacune d'entr'elles.

Le projet a été étudié, dans l'intérêt général, avec le souci de concourir à la production d'un patrimoine urbain, intégré dans le tissu existant, équilibré et diversifié, destiné à répondre au développement démographique et économique de la ville du Pouliguen.

En conclusion de cette enquête, après examen des observations et à la lumière des informations que j'ai recueillies auprès des personnes rencontrées, après avoir apprécié tous les éléments en ma possession et, enfin, pour les raisons invoquées dans le corps du rapport, j'émet un **avis favorable** à l'approbation du projet de révision du Règlement Local de Publicité de la ville du Pouliguen, soumis à mon examen, après enquête publique.

Ceci clôt mon enquête.

Fait à Pontchâteau, le 6 février 2020
Le Commissaire enquêteur,



Jean Le Moine